

[Texte]

We do not know what it will take to persuade this government to withdraw this bill. The latest survey shows that the majority of doctors who perform abortions will stop. What more will it take to convince Ms Campbell, who says she is pro-choice, who says that this bill was designed to promote access? What more can we say to persuade her to withdraw this bill? We hope you can join us in that. Given the data we have seen, I am sure Ms Collins and her Cabinet did not expect that this bill would have this impact. Perhaps they could change their minds.

Another regulation of the government that affects violence against women is the regulation for domestic workers. Domestic workers in this country face a form of slavery. They are not permitted choice as to where they work or live. They are the only people in our society who have no choice as to where they work or where they live. Groups like Intercede, which works with domestic workers, tell us that the problem of sexual abuse of domestic workers is enormous because they are under the total control of their employers. They actually have to seek a release letter from their employers in order to look for another job. How can we possibly accept this in 1990?

I think it is important that you recommend immediate changes to the domestic workers' movement to ensure domestic workers, like other workers, have a choice. In fact, why are domestic workers not treated like other workers who are scarce in this country and given points because it is so difficult to find domestic workers? Why are they not valued the way nuclear engineers would be, or skilled workers who are normally scarce? Any other job that is scarce in this country is given more points and valued more. Yet domestic workers are treated like slaves—or at least they are treated like slaves in law.

• 1125

An employment equity bill is coming up—another opportunity. Economic freedom is essential to women becoming free from violent and abusive domestic situations. The employment equity review is coming up, and we think this committee should have something to say about tightening up that law, toughening it up and requiring mandatory targets and timetables.

The last issue, which I do not have time to go into, is child care. Child care is under Health and Welfare, so I understand it is not under your mandate but it is in your purview as a subcommittee on women. We understand there

[Traduction]

Nous ne savons pas ce qu'il faudrait faire pour convaincre le gouvernement de retirer ce projet. Les derniers sondages indiquent que la plupart des médecins qui effectuent des avortements cesseront de le faire. Cela suffira-t-il à convaincre M<sup>me</sup> Campbell, qui déclare être pro-choix, et qui dit que ce projet est conçu pour faciliter l'accès à l'avortement? Que devons-nous faire d'autre pour la persuader de retirer ce projet de loi? Nous espérons que vous pourrez appuyer nos efforts dans ce domaine. Avec les données que nous disposons, je suis sûr que M<sup>me</sup> Collins et ses collègues ne prévoyaient pas que ce projet aurait un tel impact. Ils pourraient peut-être changer d'idée.

Il y a un autre règlement du gouvernement qui touche la violence contre les femmes. C'est le règlement applicable aux domestiques. Les domestiques subissent une certaine forme d'esclavage au Canada. Ils ne peuvent choisir leur lieu de travail ni leur lieu de résidence. Ce sont les seules personnes qui dans notre société n'ont pas le choix de l'endroit où elles travaillent ou où elles vivent. Des groupes comme Intercede, qui travaillent avec les domestiques, nous disent que le problème des agressions sexuelles revêt une ampleur considérable dans le cas des domestiques parce que ces dernières sont à la merci de leurs employeurs. Et pour qu'elles puissent chercher un autre emploi, elles doivent demander à leurs employeurs une lettre de congédiement. Comment pouvons-nous accepter ce genre de choses en 1990?

Je pense qu'il est important que vous recommandiez qu'on apporte des changements immédiats aux règles applicables au déplacement des domestiques pour garantir que ces femmes bénéficient comme tous les autres d'un choix dans ce domaine. En fait, pourquoi les domestiques ne sont-elles pas traitées comme les autres travailleurs faisant partie d'une catégorie en demande au pays et pourquoi ne leur attribuerions-nous pas des points étant donné qu'il est difficile de trouver des domestiques? Pourquoi ne leur donne-t-on pas la même valeur que les ingénieurs nucléaires ou les travailleurs spécialisés qui sont habituellement en nombre insuffisant? On accorde davantage de points dans ce pays pour les emplois rares et on leur confère une valeur plus grande. Oui, les domestiques sont traitées comme des esclaves—ou du moins le droit les traite comme des esclaves.

Le gouvernement va présenter un projet de loi sur l'équité en matière d'emploi—une autre occasion de bien faire. La liberté économique joue un rôle essentiel pour les femmes qui veulent se libérer de situations familiales où elles subissent des actes de violence et d'agression. La revue de l'équité en matière d'emploi est pour bientôt et nous pensons que ce comité devrait avoir son mot à dire au sujet du renforcement de ces dispositions et pour exiger que l'on fixe des cibles et des échéanciers obligatoires.

La dernière question est celle des garderies d'enfants, dont je ne pourrai pas parler beaucoup. Les garderies relèvent de la Santé et du Bien-être et je crois savoir que cela n'entre pas dans votre mandat mais cette question vous

employment equity, child care  
domestic workers